



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA SOUVERAINETÉ  
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Direction générale du Trésor



# BRÈVES ÉCONOMIQUES DES PAYS NORDIQUES

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

DE STOCKHOLM

N° 54 – 19 juin 2023

## Pays nordiques

### **Le fabricant américain de biscuits Mondelez boycotté en Scandinavie pour ses activités en Russie.**

La multinationale détient notamment Phildalephia, Oreo, Toblerone mais aussi les marques suédoises de chocolat très populaires O'Boy et Marabou et la marque norvégienne de chocolat Freia. Les compagnies aériennes SAS et Norwegian, des chaînes hôtelières ou encore la Fédération norvégienne de football refusent désormais de vendre les produits du groupe, car ce dernier figure sur la liste des « sponsors internationaux de la guerre » dressée par les autorités ukrainiennes. D'après ces dernières, ces entreprises conservent leurs activités en Russie et participeraient donc au financement de la guerre en payant les taxes russes. Si plusieurs acteurs scandinaves, par exemple des chaînes de distribution, attendent des lignes de conduite auprès de leurs autorités respectives, aucune d'entre elles n'a souhaité trancher sur le sujet. Selon le Secrétaire d'État au Ministère du Commerce et de l'Industrie norvégien, « il revient aux entreprises elles-mêmes de faire ces choix et aux consommateurs de décider, et non pas aux autorités ». Par ailleurs, Mondelez souligne que ses activités en Russie sont « limitées » et qu'elle respecte toutes les décisions et sanctions politiques. À noter que d'autres groupes tels que Auchan, Procter & Gamble, Metro ou Bonduelle figurent également sur la liste ukrainienne des « sponsors de guerre ».

### **Le papetier Stora Enso supprime 1 150 postes et ferme quatre sites en Europe**

(Finlande, Pays-Bas, Pologne et Estonie). Stora Enso a particulièrement souffert des sanctions prises à l'égard de la Russie, notamment l'arrêt des importations de bois russe. Son bénéfice net a chuté de 35,4% entre le premier trimestre 2022 et le premier trimestre 2023. La PDG de l'entreprise précise que ces mesures « ne seraient pas mises en place si cela n'était pas absolument nécessaire pour notre compétitivité sur le long-terme ».

## Danemark

### Révision à la hausse du montant de l'excédent budgétaire, qui a atteint 97,4 Mds DKK (3,5% du PIB) en 2022.

Cela représente 4,5 Mds DKK (604 M€) de plus que ce qui était estimé en mars dernier. L'excédent danois est néanmoins légèrement plus faible en 2022 qu'en 2021, année au cours de laquelle il s'est établi à 103,5 Mds DKK (4,1% du PIB).

### Le Parlement danois a entériné, le 30 mai dernier, un accord historique pour le développement des capacités éoliennes en mer.

Fruit d'un compromis entre le gouvernement et sept partis d'opposition, ce texte consacre une accélération majeure sur l'éolien offshore en établissant le cadre réglementaire du plus grand appel d'offres de l'histoire danoise pour la filière. Celui-ci recouvre la construction d'au moins 6 GW de parcs éoliens offshore dans quatre zones différentes (Hesselø, Kriegers Flak II, Kattégat II, Nordsøen I), ainsi que d'une île énergétique à Bornholm (au moins 3 GW d'ici 2030). En outre, cette séquence a permis une clarification des procédures administratives régissant l'industrie éolienne, avec l'établissement d'une copropriété de l'État à hauteur de 20% sur les futurs complexes éoliens en mer. Il s'agit, pour le ministre du Climat, de l'Énergie et de l'Approvisionnement, Lars Aagaard, d'assurer aux Danois et à la puissance publique une « part juste et raisonnable » des bénéfices tirés de l'exploitation des zones maritimes. D'autre part, l'accord prévoit l'institution d'un fonds pour la biosphère marine, crédité d'au moins 500 M DKK (67 M€) pour la période 2024-2030.

### Plus de 121 000 propriétaires danois pourraient rencontrer de graves difficultés financières cette année en raison de la hausse des taux d'intérêt,

selon un rapport de la Banque centrale danoise (*Danmarks Nationalbank*). Il s'agit d'une augmentation de 36 000 propriétaires par rapport à 2021. Parmi eux, quelque 9 000 personnes pourraient être déclarées défaillantes, faute d'une

épargne suffisante. La Banque centrale danoise se fonde sur un calcul dit de « déficit budgétaire », correspondant à un revenu insuffisant pour maintenir un niveau « modeste » de consommation, payer ses charges fixes et honorer ses dettes.

### Face à la hausse des taux d'intérêts, un nombre record de projets de construction sont abandonnés.

D'après l'Association des constructeurs (*Bygherreforeningen*), seuls 30 % des chantiers approuvés pour un montant supérieur à 40 M DKK (5,3 M€) seront réalisés cette année. Il s'agit de l'un des taux les plus faibles jamais enregistrés, contrastant très nettement avec la période 2020-2022 où près de 84 % des « grands projets » ont pu voir le jour. Le PDG de l'Association des constructeurs, Henrik Bang, justifie cette mauvaise séquence par la persistance de troubles économiques, qu'il s'agisse de l'inflation ou des taux d'intérêts historiquement élevés. À cela s'ajoute une difficulté croissante à réunir les financements nécessaires qui, selon les 65 entreprises membres de l'Association des constructeurs, constitue le défi majeur pour 2023, devant le traditionnel risque de dépassement budgétaire dans les appels d'offres.

### Le Parlement adopte une loi instaurant une taxe kilométrique pour les camions.

En dépit de vives critiques, manifestations et blocages observés au mois de mai, cette taxe entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2025 et s'élèvera à environ 1,3 DKK (0,17€) par kilomètre parcouru ; son niveau pouvant néanmoins varier en fonction des émissions de CO<sub>2</sub> des véhicules. Dans un premier temps, la taxe s'appliquera aux poids lourds de plus de 12 tonnes, avant de viser les camions de plus de 3,5 tonnes dès 2027. Devrait en résulter une baisse des émissions de CO<sub>2</sub> de l'ordre de 0,3 Mt en 2025 et de 0,4 Mt en 2030.

**Novo Nordisk rachète la medtech française Biocorp, pour la somme de 1,2 Md DKK (154 M€).** Le géant pharmaceutique danois a été séduit par le capteur connecté, baptisé Mallya, conçu par la société implantée dans le Puy-de-Dôme. Ce dispositif médical vient se fixer sur les stylos injecteurs d'insuline afin d'assurer aux patients diabétiques un suivi simple et précis des doses injectées quotidiennement. Novo Nordisk devrait commencer par acquérir les 45,3% des parts de Biocorp détenues par l'actuel actionnaire majoritaire, Bio Jag, avant de réaliser une OPA sur le reste du capital à 35€ par action. Pour Marianne Ølholm, Vice-présidente de Novo Nordisk, cette acquisition permettra de renforcer leur capacité à concevoir des solutions innovantes de stylos numériques dans la lutte contre le diabète.



## Finlande

**Fortum et SSAB lancent une étude de faisabilité commerciale pour une usine d'hydrogène à Raahe,** à l'Ouest du pays. Outre l'étude de faisabilité, l'énergéticien finlandais et l'entreprise sidérurgique suédoise lancent également une étude technique conjointe FEED (*Front End Engineering Design*) afin d'explorer les possibilités de construction d'une usine d'hydrogène directement utilisable pour la production d'éponge de fer à Raahe également. L'étude devrait être achevée au 1er trimestre 2024. Le montant de l'investissement est estimé à 1 Md€.

**Publication des chiffres d'affaires des 500 plus grandes entreprises finlandaises en 2022.** Dans la liste publiée début juin par le journal économique Talouselämä, figure en première position l'énergéticien Neste avec un chiffre d'affaires de 25,7 Mds€, en hausse de 70%, suivi par le groupe Nokia (CA de 24,9 Mds€, en hausse de 12%) et la banque Nordea (CA de 14 Mds€, +21%). Parmi les entreprises figurant dans les dix premières positions du classement, il convient de citer entre autres les groupes forestiers UPM et Stora Enso, le groupe de distribution alimentaire Kesko, le fabricant d'ascenseurs et d'escaliers mécaniques KONE ou encore le sidérurgiste Outokumpu. À noter enfin que l'énergéticien Fortum, disposant du 1<sup>er</sup> CA en 2021, se trouve désormais en 12<sup>e</sup> position en 2022.

**L'industrie finlandaise de défense a réalisé un chiffre d'affaires record en 2022.** Le chiffre d'affaires total a dépassé pour la première fois les 2 Mds€. Au cours des 15 dernières années, son niveau variait entre 1,5 et 2 Mds€. Les industries liées aux activités aérospatiales et de la sécurité font partie de ce groupement; les données recueillies sont donc plus larges que celles du secteur militaire *stricto sensu*.

**La Finlande en retard par rapport aux objectifs de recyclage européens.** La Finlande, à l'instar de 17 autres pays européens comme la Suède et la France, risque de ne pas respecter son objectif en matière de taux de recyclage des déchets municipaux et des déchets d'emballage. Selon le rapport de la Commission européenne, le taux de recyclage des déchets municipaux finlandais était de 41,6 % en 2020, alors que l'objectif européen est fixé à 55 % pour 2025. La moyenne de l'Union européenne s'établit quant à elle à 49% pour 2020.

**Étude de l'Institut de recherche sur l'économie finlandaise (ETLA) sur les pièges incitatifs à la non-activité.** Selon ETLA, pour un chômeur sur cinq (recensés au cours de la dernière année écoulée), il n'est pas rentable de travailler, puisque qu'un « emploi n'augmenterait pas le revenu de la personne au chômage de plus de 20 à 25 % ». Parmi les trois principales raisons, ou « pièges incitatifs à l'aide sociale », l'Institut ETLA identifie le manque de différenciation du montant des revenus entre travailleurs à temps partiel et à temps plein, qui incite les premiers à cumuler leur activité partielle avec des allocations chômage. La deuxième raison tiendrait au prix élevé du logement ainsi que celui des crèches pour enfants qui n'incitent pas les jeunes parents au chômage à prendre un emploi. La troisième raison tiendrait à la bureaucratie finlandaise, qui « empêcherait les gens d'accepter des emplois flexibles lorsqu'ils bénéficient d'allocations sociales ».

## Islande

### **Le déficit commercial (hors services) a atteint 2 Mds€ (8,0% du PIB) en 2022.**

Les exportations de biens islandais représentaient 26,6% du PIB en 2022 et les importations 34,6%. Le déficit commercial hors services a augmenté depuis 2021 où représentait 6,6% du PIB. L'aluminium et ses dérivés représentaient de loin la part la plus importante des exportations en 2022 (40,2%), suivis par les produits de la mer (34,9%). Les pays de l'Espace économique européen comptaient pour 71% des exportations de l'Islande contre seulement 51% des importations.

### **L'exemption temporaire de droits de douanes pour les marchandises en provenance d'Ukraine a expiré.**

Contrairement à l'UE ou le Royaume-Uni, l'Islande n'a pas renouvelé la disposition approuvée l'été dernier qui permettait aux produits ukrainiens d'entrer sur le territoire en franchise de droits de douanes. L'association des entreprises agricoles (SALF) avait fait savoir qu'elle ne soutenait pas la prolongation de cette exemption. La valeur totale des marchandises importées d'Ukraine l'année dernière s'élevait à 827 M ISK (5,5 M€), contre 277 M ISK (1,8 M€) en 2021.

### **Le parlement islandais approuve l'achat d'un hôpital mobile d'urgence pour les soldats blessés en Ukraine.**

Une proposition de résolution parlementaire portée par la Première Ministre islandaise Katrin Jakobsdottir a été soutenue par tous les présidents et représentants des partis politiques au Parlement. Un hôpital entièrement autonome sera livré à l'Ukraine. Le délai d'installation de l'hôpital est estimé à six mois et son coût à 1,2 Md ISK (8 M€).

### **Le compteur d'émissions Ardiان Air carbone sera déployé à l'aéroport de Keflavik.**

Le logiciel Ardiان Air Carbon est un outil qui permet d'aider à l'estimation des émissions indirectes dites scope 3 (atterrissages, décollages et roulages des avions, véhicules au sol, etc.) dans les aéroports. La solution a déjà été déployée dans quatre aéroports européens à Turin, Milan Malpensa, Milan Linate et Naples. L'aéroport de Keflavik (géré par la société publique Isavia) sera équipé dans le but d'atteindre son objectif de neutralité carbone dès 2030.

### **Le groupe d'entreprises et d'entités publiques islandais Ölfus Cluster et ses partenaires reçoivent 6 M€ de financement de l'UE pour un projet environnemental.**

Le projet islandais Terraforming LIFE a reçu 6 M€ du programme européen LIFE pour développer des techniques de production d'engrais et biogaz à base de déchets issus de l'aquaculture et de l'agriculture. Le projet sera développé pendant les quatre prochaines années. Terraforming LIFE développé conjointement par Landeldi (entreprise islandaise spécialisée dans l'aquaculture, la géothermie et le traitement de l'eau de mer), The Icelandic Farmers' Association, Orkídea (investisseur dans les domaines de la production alimentaire et les biotechnologies), Ölfus Cluster et SMJ (îles Féroé, consultant en ingénierie) avec le soutien de Blue Ocean Technology (Norvège).

## Norvège

**Une nouvelle hausse des taux directeurs est jugée nécessaire par le Fonds Monétaire International.** Le FMI a présenté ses « remarques conclusives » suite à la venue à Oslo d'une équipe de ses services dans le cadre de la mission Article IV annuelle sur la Norvège. Les services du FMI ont observé que « l'économie norvégienne se portait bien » grâce aux revenus élevés de ses hydrocarbures et au dynamisme de son marché du travail. L'institution anticipe une croissance toujours positive en 2023, quoiqu'en léger ralentissement. Le FMI préconise également de nouvelles hausses des taux directeurs pour freiner l'inflation et souligne que « bien que le système bancaire soit solide, les autorités de surveillance doivent rester vigilantes face aux pressions potentielles sur les marchés de l'immobilier et aux turbulences mondiales » même si « les risques de court-terme restent maîtrisés en raison des fondamentaux solides de la Norvège et de ses politiques publiques ».

**La Norvège a rejoint le programme européen d'investissement InvestEU le 31 mai dernier.** En rejoignant InvestEU, le Royaume souhaite « un partenariat stratégique encore plus étroit avec l'Union européenne ». InvestEU permettra aux entreprises norvégiennes d'accéder désormais plus facilement à des prêts, des garanties et des fonds propres par l'intermédiaire de partenaires européens. Le Ministre norvégien du Commerce et de l'Industrie, Jan Christian Vestre, a déclaré que « la participation norvégienne contribue à l'engagement du gouvernement en faveur du développement industriel vert et d'un partenariat stratégique avec l'Union européenne ».

**Le taux de la nouvelle taxe foncière sur l'aquaculture est finalement fixé à 25%.** La taxe sur l'aquaculture a été adoptée le 31 mai 2023 par le *Storting* (Parlement norvégien) avec 93 votes pour et 76 votes contre. Son taux a finalement été fixé à 25%, alors que la proposition initiale du gouvernement était de 40% il y a huit

mois. Cette taxe vient dorénavant s'ajouter à l'impôt sur les sociétés de 22%.

**Les exportations norvégiennes hors hydrocarbures stimulées par la dépréciation de la couronne norvégienne.** Selon le Bureau central des statistiques, entre le 1<sup>er</sup> trimestre 2021 et le 1<sup>er</sup> trimestre 2023, les prix à l'export ont fortement augmenté. La hausse des prix atteint notamment 70,2% pour les produits de la mer et 53,8% pour les biens industriels. Le Bureau central des statistiques explique que les exportateurs norvégiens bénéficient de la dépréciation de la couronne norvégienne, combinée à l'inflation à l'étranger.

**L'inflation en Norvège s'élève à +6,7% en glissement annuel en mai.** Les évolutions des prix du transport aérien et de l'alimentation alimentent cette tendance. SSB souligne que les prix des produits alimentaires ont augmenté de +13,2% par rapport au mois de mai 2022, soit la plus forte variation sur un an glissant sur ce segment depuis le début des années 1980.

**L'Agence norvégienne de l'environnement a présenté le 2 juin dernier « l'action climatique en Norvège à l'horizon 2030 ».** L'électrification, le développement des énergies renouvelables, l'efficacité énergétique et le captage et le stockage du carbone (CCS) figurent parmi les 85 mesures qui permettront d'accélérer les réductions d'émissions, selon un rapport présenté au Ministre norvégien du Climat et de l'Environnement, Espen Barth Eide, le 2 juin 2023 par l'Agence norvégienne de l'environnement. Les trois principales mesures ayant le plus d'impact sont le captage et le stockage du carbone (CCS), l'électrification des plateformes pétrolières et gazières et le changement des habitudes alimentaires. Le plafonnement de la consommation de viande rouge à 500 grammes par semaine et par personne pourrait par exemple contribuer à réduire les émissions de gaz à effet de serre de 4,5 Mds de tonnes. Le Ministre a déclaré que « la partie la plus facile à jouer concernant la décarbonation repose sur l'industrie, qui est déjà sur la bonne voie. La partie la plus exigeante est

probablement la partie personnelle, car c'est d'elle dont dépend notamment le changement des comportements alimentaires ».

**Retrait d'investisseurs étrangers de la bourse d'Oslo (Oslo Børs).** Au cours des neufs derniers mois, les investisseurs étrangers ont vendu 35 Mds NOK (3,1 Mds€) d'actions de plus qu'ils n'en ont achetées à la bourse d'Oslo. Le Bureau central des statistiques (SSB) n'avait jamais observé un tel mouvement depuis ses premières études sur la bourse d'Oslo en 2012. Il convient de rappeler que cette situation intervient dans un contexte de dépréciation de la couronne norvégienne et de critiques contre une certaine volatilité de la politique fiscale conduite par le gouvernement actuel. Les investisseurs étrangers détiennent actuellement plus de 40% des titres de la bourse d'Oslo (Oslo Børs).

**La Direction norvégienne de sécurité nucléaire a exprimé son mécontentement concernant les méthodes actuelles de stockage des déchets radioactifs.** Sur la demande de la Direction norvégienne de sécurité nucléaire (DSA), l'Institut norvégien des techniques énergétiques (IFE) cherche depuis 2017 de nouvelles solutions de stockage pour les 16,5 tonnes de combustibles nucléaires usés du pays. La Norvège exploitait deux réacteurs de recherche, à Halden depuis 1958 (suspendu en 2018 pour des raisons de sécurité) et à Kjeller depuis 1967 (arrêté en 2019, un an avant l'expiration de sa licence d'exploitation). Construire un nouveau site de stockage à Kjeller pourrait prendre une dizaine d'années, selon l'IFE, qui étudie actuellement les offres de quatre prestataires étrangers, dont celle d'Orano. La DSA estime que les conditions actuelles de stockage représentent un risque significatif de sécurité.

**Aide norvégienne en réponse à l'explosion du barrage de Kakhovka en Ukraine.** La Norvège allouera à l'ONU et à la Croix-Rouge une aide humanitaire de 150 M NOK (12 M€) pour envoyer du matériel aux victimes des

inondations provoquées par l'effondrement du barrage de Kakhovka en Ukraine.

**50 M NOK (4,3 M€) alloués au programme de l'OCDE pour l'Ukraine,** sur une période de quatre ans. La Norvège est l'un des plus gros contributeurs financiers de ce programme qui appuiera le plan national de reconstruction de l'Ukraine (agriculture, énergie, éducation, marché du travail, lutte contre la corruption, politiques de compétitivité et d'investissements, transition d'une économie de guerre à une économie de reconstruction).

**Légère baisse (-0,5%) des émissions de gaz à effet de serre entre 2021 et 2022 en Norvège,** les portant à 48,9 millions de tonnes. Entre 2020 et 2021, les émissions de GES avaient diminué de -0,7%, selon SSB. Les principaux efforts ont été constatés dans le secteur de l'industrie (-0,7%), de l'exploitation des hydrocarbures (-0,3%) et de l'agriculture (-2,1%). En revanche, le transport aérien a retrouvé ses niveaux d'avant pandémie (+3,1%), et les prix élevés de l'électricité ont poussé de nombreux foyers à utiliser des appareils de chauffage aux énergies fossiles, plus polluants (+12,3%).

**Hausse du plafond de subventions pour l'éolien offshore, le Parti conservateur s'oppose au projet « Sørilige Nordsjø II ».** Le gouvernement a informé le *Storting* (Parlement norvégien) que les aides publiques à l'éolien offshore s'élèveraient à 23 Mds NOK (1,9 Mds€), soit 8 Mds NOK (0,7 M€) de plus que prévu initialement. Face à cette hausse des subventions, qui impacterait le contribuable, le Parti conservateur a annoncé son retrait des négociations au *Storting* sur la zone « Sørilige Nordsjø II ». Avec le Parti libéral, il demande notamment à ce que les éoliennes à venir soient reliées par des câbles hybrides à des pays étrangers afin de pouvoir exporter l'électricité. Le gouvernement, sous la pression du Parti du centre, refuse cette option. La Commission parlementaire de l'énergie a remis son avis le 7 juin et la proposition de l'exécutif sera soumise au vote avant l'été. L'attribution des concessions de cette zone est prévue pour cette année.

## Suède

**L'inflation suédoise (CPIF) s'établit à 6,7% pour le mois de mai, en glissement annuel, contre 7,6% en avril.** Entre avril et mai, le taux d'inflation à taux d'intérêt fixe a augmenté de 0,1%. L'augmentation du prix des vêtements, des services récréatifs, de l'hôtellerie et de la restauration a tiré l'inflation vers le haut ce mois-ci. Néanmoins, l'Office national des statistiques suédois note une diminution des prix de la nourriture (-0,4% en glissement mensuel) et de l'énergie (-11,1% pour l'électricité et -4,7% pour les carburants

**La balance courante suédoise s'améliore au premier trimestre 2023,** comparé à la même période l'année dernière. Elle affiche un bénéfice équivalent à 4,8% du PIB, soit une augmentation de 17% par rapport au premier trimestre 2022. Cela s'explique notamment par la balance commerciale, qui affiche un bénéfice de l'ordre de 1,2% du PIB, grâce à une croissance plus dynamique des exports que des imports. Les avoirs extérieurs nets de la Suède se sont élevés à 133% du PIB et les emprunts nets avec le reste du monde à 6,1% du PIB.

**La consommation privée a augmenté de 1,2% en avril par rapport au mois de mars.** Elle diminue néanmoins de 1,5% entre le premier trimestre 2022 et le premier trimestre 2023. Le secteur des transports, de la vente de détail et des services liés aux véhicules présente la contribution positive la plus importante (+2,7% par rapport à avril 2022). À l'inverse, les ventes de détail de produits alimentaires et de boissons ont diminué de 6,1% par rapport à avril 2022.

**Croissance des commandes dans l'industrie en avril 2023 en glissement mensuel.** Les commandes ont progressé de 3% comparé à mars 2023, mais ont diminué de 0,1% depuis avril 2022. Si la majorité des secteurs ont enregistré un développement positif, le plus

important est celui des équipements de transport (+103,5% entre mars et avril 2023). Les commandes dans l'industrie ont crû à l'export (+9,5% sur la même période) mais ont diminué de 3,2% sur le marché domestique.

**La dette de l'État suédois passe en-dessous des 1 000 Mds SEK (86,1 Mds€).** D'après l'Agence de la dette (*Riksgälden*), la dette a atteint 981 Mds SEK (16,5% du PIB) au 31 mai 2023, soit, en absolu, le niveau le plus faible depuis août 1993. À noter toutefois que le PIB nominal n'était alors qu'un quart de ce qu'il est aujourd'hui. Cela s'explique notamment par l'excédent des soldes publics en mai, qui a atteint 39,1 Mds SEK, tiré par les recettes fiscales. Dans ses prévisions, la *Riksgälden* avait annoncé un excédent de 23,1 Mds SEK. Le ratio dette/PIB maastrichtien (qui comprend tout le secteur public) s'établit à 31%.

**Selon l'OCDE, le renforcement des taux d'activité et un financement accru de la transition verte devraient être les principales priorités suédoises,** d'après son *Étude économique de la Suède*. Selon l'organisation internationale, le pays aurait tout à gagner à initier des réformes permettant de mieux faire coïncider offre et demande d'emploi. De nombreux postes exigeant un haut niveau de qualifications demeurent vacants, alors que le taux d'activité des personnes peu qualifiées ou nées à l'étranger est toujours relativement élevé. Par ailleurs, si la Suède a divisé par deux ses émissions de gaz à effet de serre depuis 1970, les mesures nouvellement prises (comme la diminution du taux d'incorporation de biocarburants) menacent la réussite de ses objectifs de réduction d'émissions. Pour les auteurs, il s'agirait notamment de développer l'électrification des véhicules et se pencher sur les émissions du secteur agricole. Enfin, le Nord de la Suède se positionne comme un pôle de l'industrie verte (H2 Green Steel, Northvolt). Cette transformation aura pour effet de doubler sa demande d'électricité d'ici 2045, selon l'OCDE. Le gouvernement devrait donc mettre en place des réformes facilitant le développement des énergies renouvelables mais

également des mesures pour attirer les talents dans la région.

**Le leader mondial du streaming audio Spotify condamné à verser une amende de 58 M SEK (5 M€),** au titre du règlement général sur la protection des données (RGPD). Selon l'autorité suédoise de la protection des données (*Integritetsskyddsmyndigheten*), l'entreprise n'a pas communiqué de manière suffisamment précise sur sa politique de protection des données de ses utilisateurs. Spotify compte faire appel à cette décision ; elle a assuré « fournir à tous les utilisateurs des informations complètes sur la manière dont leurs données personnelles sont traitées ».

**La société de gestion de placements française Axa Investment Managers étend son portefeuille d'actifs logistiques de 170 000 m<sup>2</sup>.** Axa IM continue d'investir dans le foncier en Suède et vient de racheter de NREP Logicenter des actifs logistiques de 170 000 m<sup>2</sup> pour près de 100 M€ dans les villes Eskilstuna, Arlandastad, Helsingborg et Landskrona. Axa IM avait déjà en 2021 finalisé l'acquisition d'une surface de 515 000 m<sup>2</sup> auparavant détenu par ce même acteur pour près de 900 M€, dont 57% de la surface concernait la Suède (19% pour la Norvège, 13% au Danemark et 11% en Finlande).

**La start-up industrielle suédoise H2 Green Steel signe un contrat de partenariat avec Mercedes-Benz.** Par cet accord, le fabricant d'acier décarboné s'engage à livrer près de 50 000 tonnes d'acier par an à l'entreprise allemande pour ses usines

européennes. Il permet également à Mercedes de décarboner plus encore sa chaîne de production, qu'elle espère neutre en carbone d'ici 2039.

**Réduction de moitié des investissements dans la tech entre le 1<sup>er</sup> semestre 2022 et le 1<sup>er</sup> semestre 2023,** selon le dernier rapport de la société d'investissement Atomico. Les investissements ont atteint 23,7 Mds SEK au 1<sup>er</sup> semestre 2022, contre 11,9 pour la même période en 2023. D'après Atomico, les conditions de financement se sont durcies depuis 2019, ce qui explique le ralentissement des investissements.

**Inauguration du premier ferry urbain totalement autonome et électrique à Stockholm.** Le jeudi 8 juin, le ferry de la compagnie norvégienne Torghatten a effectué son premier trajet dans la capitale suédoise. S'il ne réalise pour l'instant que de courts trajets dans le centre-ville sous la supervision d'un capitaine, le ferry sera sous peu complètement autonome et son déploiement permettra de développer la couverture en transports en commun de Stockholm.

**Le fabricant suédois de produits d'hygiène Essity renonce à ses activités en Russie.** L'entreprise a déjà retrouvé un repreneur et la transaction a été acceptée par les autorités russes. Ce retrait du marché russe est en préparation depuis avril 2022, provoquant une dépréciation des actifs d'Essity de l'ordre de 157 M USD. En 2022, les ventes nettes en Russie de l'entreprise représentaient environ 2% de ses ventes mondiales.

## Indicateurs économiques des pays nordiques

*Taux de croissance trimestriels (en pourcentage, par rapport au trimestre précédent):*

	T1 2021	T2 2021	T3 2021	T4 2021	2021 (en moyenne annuelle)	T1 2022	T2 2022	T3 2022	T4 2022	2022 (en moyenne annuelle)	T1 2023
Suède	1,3	1,4	2,1	2,2	6,1	-0,4	0,2	0,6	-0,5	2,8	0,6
Danemark	0,6	1,1	0,9	2,8	4,9	-0,5	1,3	0,3	0,5	3,8	0,2
Finlande	-0,2	1,4	1,0	1,0	3,0	0,5	0,6	-0,4	-0,6	2,1	0,2
Norvège <sup>1</sup>	-0,5	1,3	3,5	0,4	3,9	-0,7	1,3	1,5	0,2	3,3	0,2
dont PIB continental	-1,0	1,4	2,8	1,3	4,2	-0,5	1,2	0,8	0,8	3,8	0,2
Islande	-2,4	3,4	2,6	3,5	4,3	-1,5	3,2	0,2	2,2	6,4	0,3

Sources : Eurostats, statistics Sweden, ssb.no, statistics Iceland, OCDE

<sup>1</sup>Pour la Norvège, le PIB retenu est le PIB total (y compris hydrocarbures).

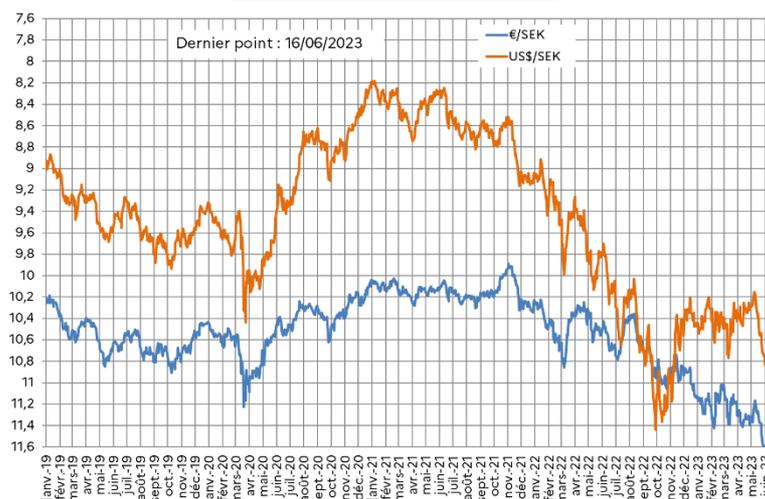
*Taux d'inflation trimestriel (en glissement annuel):*

	T1 2021	T2 2021	T3 2021	T4 2021	2021 (en moyenne annuelle)	T1 2022	T2 2022	T3 2022	T4 2022	2022 (en moyenne annuelle)	T1 2023
Suède	1,5	1,8	2,0	3,3	2,2	4,7	7,4	9,7	11,6	8,4	11,4
Danemark	0,7	1,6	1,9	3,2	1,9	4,8	7,4	9,2	9,2	7,7	7,3
Finlande	1,0	2,1	2,2	3,4	2,2	4,9	6,8	7,8	8,9	7,1	8,4
Norvège	3,0	2,8	3,5	4,6	3,5	3,8	5,8	6,7	6,6	5,8	6,6
Islande	4,2	4,4	4,3	4,8	4,4	6,2	7,9	9,7	9,4	8,3	10,0

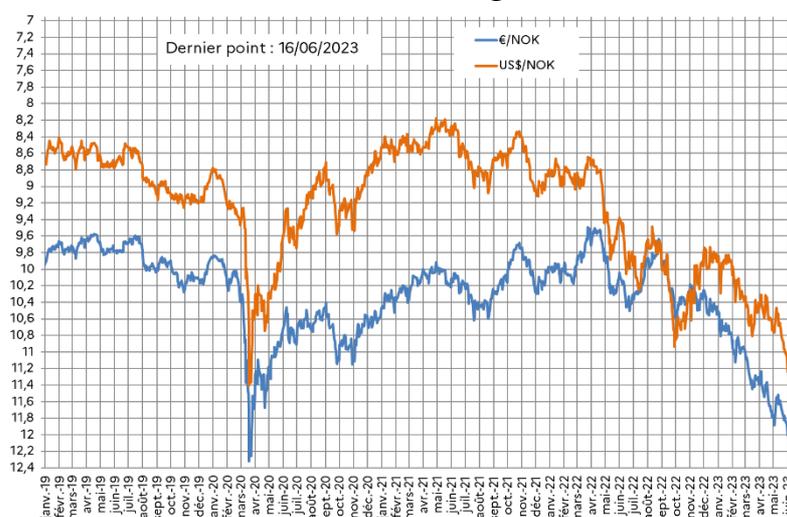
Sources : Eurostats, statistics Sweden, ssb.no, statistics Iceland, OCDE, FMI

## Evolution des taux de change

### Couronne suédoise



### Couronne norvégienne



La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)



Responsable de la publication : Service Economique régional de Stockholm (C. Gianella).

Rédacteurs : Avec les contributions des Services Economiques de Copenhague (C. Camdessus, L. Yacine, M. Valeur, T. Robert), Helsinki (P. Pouliquen, O. Alapekkala, D. Gueyraud), Oslo (O. Cuny, M. Roger), Stockholm (I. d'Armaillé, F. Lemaître, J. Grosjean, G. Bazin) et de l'ambassade de France en Islande (A. Montoya, C. Mazet).

Pour s'abonner : [gabrielle.bazin@dgtrésor.gouv.fr](mailto:gabrielle.bazin@dgtrésor.gouv.fr)